

**COMMUNE DE  
LOUVERNÉ**

**DECLARATION PREALABLE  
ARRETE DE NON OPPOSITION  
DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

Envoyé en préfecture le 12/04/2024

Reçu en préfecture le 12/04/2024

Publié le

ID : 053-215301409-20240411-DP24K2020-AI

**S<sup>2</sup>LO**

**Demande déposée le 04/03/2024 complétée le 05/04/2024**

**N° DP 53 140 24K2020**

Par : **SNC LOUVERNE LES GUICHERONS**

Demeurant à : **93 Boulevard de Malesherbes  
75008 PARIS**

Représenté par : **Monsieur KIRKLAR Vincent**

Pour : **Construction d'une centrale photovoltaïque au sol.**

Sur un terrain sis à : **6 bd de la communication Zone autoroutière 2  
53950 LOUVERNE  
ZL 0214 - Superficie du terrain 58979 m<sup>2</sup>**

**Surface de plancher :**

**Nb de logements :**

**- Individuels :**

**- Collectifs :**

**Destination : Autres activités des  
secteurs secondaire ou tertiaire**

**LE MAIRE**

Vu la déclaration préalable susvisée,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal approuvé en vigueur, et notamment le règlement de la zone UEm,

Vu le courrier du service départemental d'incendie et de secours en date du 26/03/2024,

Vu le courrier de la Direction Régionale des Affaires Culturelles, Service Régional de l'Archéologie, en date du 29/03/2024,

Vu les pièces complémentaires reçues le 05/04/2024,

**ARRETE**

**ARTICLE UNIQUE -**

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable.

**TAXE**

En application du décret du 25/01/2012 relatif à la réforme sur la fiscalité de l'aménagement, le projet est soumis à la Taxe d'Aménagement dont l'assiette et le recouvrement seront mis en œuvre par les services de l'Etat.

LOUVERNE, le 11/04/2024

Le Maire, Sylvie VIELLE

Mise en ligne le 15/04/2024



Date d'affichage en mairie de l'avis de dépôt : 12/03/2024

La présente décision est transmise ce jour au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du Code général des collectivités territoriales.

## INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS

### **- CONDITIONS DANS LESQUELLES LA PRESENTE AUTORISATION DEVIENT EXECUTOIRE :**

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été notifiée au demandeur et transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission au préfet a été effectuée. Le permis tacite et la décision de non-opposition à une déclaration préalable sont exécutoires à compter de la date à laquelle ils sont acquis.
- dans le cas d'une décision de non-opposition à déclaration préalable d'une coupe ou abattage d'arbres, vous ne pouvez commencer vos travaux qu'un mois après la date à laquelle l'autorisation vous a été notifiée ou a été tacitement acquise.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée et a été transmise au Préfet. En cas de permis de démolir tacite, vous pouvez commencer vos travaux quinze jours après la date à laquelle il est acquis.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

**Attention :** l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours ;
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

### **- COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE :**

Les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire, après avoir :

- réalisé un affichage de l'autorisation sur le terrain pendant toute la durée du chantier. Ce panneau d'affichage doit être installé de telle sorte que les renseignements qu'il contient demeurent lisibles de la voie publique ou des espaces ouverts au public pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres. Il doit indiquer le nom, la raison sociale ou la dénomination sociale du bénéficiaire, le nom de l'architecte auteur du projet architectural, la date de délivrance, le numéro et la date d'affichage en mairie du permis, la nature du projet et la superficie du terrain ainsi que l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. Il indique également, en fonction de la nature du projet :
  - a) Si le projet prévoit des constructions, la surface de plancher autorisée ainsi que la hauteur de la ou des constructions, exprimée en mètres par rapport au sol naturel ;
  - b) Si le projet porte sur un lotissement, le nombre maximum de lots prévus ;
  - c) Si le projet porte sur un terrain de camping ou un parc résidentiel de loisirs, le nombre total d'emplacements et, s'il y a lieu, le nombre d'emplacements réservés à des habitations légères de loisirs ;
  - d) Si le projet prévoit des démolitions, la surface du ou des bâtiments à démolir.

L'affichage doit également mentionner : « *Droit de recours : Le délai de recours contentieux est de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain du présent panneau (art. R. 600-2 du code de l'urbanisme). Tout recours administratif ou tout recours contentieux doit, à peine d'irrecevabilité, être notifié à l'auteur de la décision et au bénéficiaire du permis ou de la décision prise sur la déclaration préalable. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours (art. R. 600-1 du code de l'urbanisme).* »

Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

### **- DUREE DE VALIDITE :**

Conformément à l'article R. 424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours contre le permis le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Il en va de même, en cas de recours contre une décision prévue par une législation connexe donnant lieu à une réalisation différée des travaux dans l'attente de son obtention.

Lorsque le commencement des travaux est subordonné à une autorisation ou à une procédure prévue par une autre législation, le délai de trois ans susmentionné court à compter de la date à laquelle les travaux peuvent commencer en application de cette législation si cette date est postérieure à la notification de l'autorisation d'urbanisme ou à la date à laquelle la décision tacite est intervenue.

L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

### **- DROITS DES TIERS :**

La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment : *obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensevelissement, de mitoyenneté ou de passage ; règles figurant au cahier des charges du lotissement ...*) qu'il appartient au bénéficiaire de l'autorisation de respecter.

### **- OBLIGATIONS DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES :**

Cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L 241-1 et suivants du code des assurances.

### **- DELAIS ET VOIES DE RECOURS :**

Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Le tribunal administratif de Nantes peut également être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## Glemas Marie

**De:** ROUSSEAU Ismael <i.rousseau@sdis53.fr>  
**Envoyé:** mardi 26 mars 2024 15:43  
**À:** Glemas Marie  
**Objet:** DP 53 140 24K2020

Bonjour Madame Glemas,

Je vous informe que le SDIS 53 traite les dossiers de Permis de Construire et les Permis d'Aménager.

Nous ne traitons pas les dossiers de Déclaration Préalable ou Certificat d'Urbanisme, ceux-ci faisant redondance avec les dossiers cités ci-dessus.

Néanmoins, pour votre demande d'avis concernant le dossier cité en objet, je vous confirme que le projet est couvert en matière de défense extérieure contre l'incendie par une réserve incendie de 600m<sup>3</sup> référencée N° CI 53 140 046. Celle-ci est située à moins de 200m du projet.

Voici les préconisations type du SDIS concernant la défense extérieure contre l'incendie des parcs agrivoltaïques :

- Pour une structure sur toiture supérieure à 250 m<sup>2</sup> ou une emprise foncière de la structure au sol comprise entre 10 ha et 20 ha la Défense Extérieure contre l'Incendie devra être assurée par un point d'eau d'une capacité minimale de 120 m<sup>3</sup> ou l'implantation d'un poteau d'incendie normalisé ayant un débit de minimum 60m<sup>3</sup>/h sous un bar de pression.
- Ce point d'eau devra être situé à moins de 200 mètres de la structure photovoltaïque du site la plus éloignée par voies carrossables.
- Les voies qui desservent le parc doivent correspondre aux caractéristiques d'une voie engin (annexe N°19 du RDDECI 53).
- Garantir l'accessibilité aux engins d'incendie aux différentes parcelles sur l'ensemble de leur périmètre (annexe N°18 du RDDECI).
- Mettre en place un moyen d'enrailler un risque de propagation potentiel en dehors de l'emprise foncière du futur projet en ceinturant le site par une bande dite « à sable blanc » d'une largeur de 5 mètres. Si le site est à proximité d'une zone boisée ou une zone où la végétation est dense le débroussaillage est obligatoire sur le périmètre extérieur.
- Installer un dispositif de mise en sécurité contre le risque d'électrification des intervenants et les différentes signalétiques correspondantes.
- Les organes de commande et de coupure doivent être regroupés, limités à deux. Prévoir l'installation d'une coupure générale simultanée du parc.
- Un plan du site et une documentation technique décrivant les caractéristiques des différents modules constituant l'unité de production et la conduite à tenir afin de mettre en sécurité l'installation seront tenus à disposition des sapeurs-pompiers sur place.

Cette liste n'est pas exhaustive et pourra être complétée et ou modifiée.

Nous restons à votre disposition.

Cordialement.

### Rappel :

- [codis53@sdis53.fr](mailto:codis53@sdis53.fr) adresse opérationnelle de signalement 24/24 de perturbation du réseau de distribution d'eau, mise en indisponibilité et remise en service de la défense incendie en temps réel. Mettre en copie à [sig@sdis53.fr](mailto:sig@sdis53.fr)
- [codis53.arretes@sdis53.fr](mailto:codis53.arretes@sdis53.fr) adresse opérationnelle de signalement pour les arrêtés de circulation bloquant **totalemment** l'accès des secours lors de travaux ou de manifestations.
- [sig@sdis53.fr](mailto:sig@sdis53.fr) adresse du service d'échange pour toutes modifications cartographiques et défense incendie et pour la transmission, tous les trois ans, des résultats des contrôles ainsi que toutes modifications cartographiques.

Envoyé en préfecture le 12/04/2024

Reçu en préfecture le 12/04/2024

Publié le

S<sup>2</sup>LOW

ID : 053-215301409-20240411-DP24K2020-AI

- RD DECI 53 *L'adresse de téléchargement du Règlement Départemental de Prévision et de Réponse Opérationnelle de l'Incendie*



**Adjudant Ismaëli ROUSSEAU**

Service Doctrine, Prévision et Réponse Opérationnelle

Prévisionniste

Service Départemental d'Incendie  
et de Secours  
de la Mayenne

Rue de l'Églanière - CS 60533 SAINT-BERTHEVIN - 53005 LAVAL Cedex

Fixe : 02 43 10 07 53

[i.rousseau@sdis53.fr](mailto:i.rousseau@sdis53.fr) | [www.sdis53.fr](http://www.sdis53.fr)

## Poirier, Maryline

---

**De:** BOSSARD Stanislas <stanislas.bossard@culture.gouv.fr>  
**Envoyé:** vendredi 29 mars 2024 11:26  
**À:** Insctricteurs ADS  
**Objet:** Avis SRA dossier PC 05314024K2020 – LOUVERNE, 6 boulevard de la Communication – zone autoroutière

Bonjour,

Voici une copie de la réponse transmise ce jour via Plat'AU/Patronum pour le dossier PC 05314024K2020 – LOUVERNE, 6 boulevard de la Communication – zone autoroutière :

« Ce projet ne donnera pas lieu à une prescription d'archéologie préventive.

Après examen du dossier, en l'état des connaissances archéologiques sur le secteur concerné, de la nature et de l'impact des travaux projetés, ceux-ci ne semblent pas susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique.

Nous vous informons que le traitement du présent dossier par « refus pour autre motif » s'explique par le fait que le service régional de l'archéologie de la DRAC Pays de la Loire n'est pas encore en mesure de traiter la chaîne de dématérialisation de bout en bout.

Le service régional de l'archéologie se tient à votre disposition pour vous apporter toutes les informations que vous jugerez utiles. »

Bien cordialement,

**Stanislas BOSSARD**

Chargé du patrimoine archéologique de la Mayenne  
Réfèrent du Fonds national pour l'archéologie préventive (FNAP)  
Service régional de l'archéologie – DRAC des Pays de la Loire  
Docteur en archéologie romaine – Chercheur associé à l'UMR 6566 CReAAH  
02 40 14 23 31



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
PAYS DE LA LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction régionale  
des affaires culturelles  
des Pays de la Loire

Merci de nous aider à préserver l'environnement en n'imprimant ce courriel et les documents joints que si nécessaire.